



Bernard Bruneteau, *Combattre l'Europe. De Lénine à Marine le Pen*, Paris, CNRS, 2018, ISBN-13: 978-227118301, 25.00 €.

Un spécialiste du totalitarisme étudie ici l'histoire de l'europhobie. Il rappelle le contexte actuel, la multiplication des ouvrages catastrophistes, notamment après la victoire du Brexit au référendum de juin 2016, prône de substituer au lénifiant « euroscepticisme » une formulation plus claire : « résistance » ou « opposition » au projet européen et rappelle, judicieusement, que ce projet n'a été porté aux débuts de sa concrétisation, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, que par une minorité des élites. Neuf chapitres répartis en trois parties. La première décrit les 3 « matrices » de l'anti-européanisme, l'opposition d'extrême gauche (le marxisme contre l'Europe du Capital), l'opposition de droite (la nation contre la fédération supranationale), l'opposition utopique (l'État mondial contre l'unité d'un continent). Les deux autres parties retracent l'histoire des résistances, de 1950 au traité de Maastricht, du traité de Maastricht à 2017. Marx et Engels, Lénine et Staline ont été opposés à l'idée d'unité de l'Europe. On pourra cependant ajouter à la riche argumentation de l'ouvrage que les marxistes russes ont, marxisme internationaliste ou non, surtout perpétué la tradition d'un empire russe expansionniste. Le chapitre sur le premier anti-européanisme est très intéressant et rappelle notamment le rôle éminent du fascisme, ce qui laisse songeur aujourd'hui, et l'Europe selon Hitler, la 3^e « matrice » (le monde contre l'Europe) pouvant peut-être prêter à discussion (Henri Barbusse, Aragon, Frantz Fanon...), elle exprime une haine de l'Europe qui a des causes multiples, voire hétérogènes, et parfois déjà dites. La deuxième partie analyse les résistances nationales diverses, les résistances de certains groupes sociaux à la modernisation par l'Europe (les agriculteurs !) et les stratégies plus ou moins louvoyantes des partis en fonction de leurs intérêts nationaux, du PCF aux partis gaullistes, du SPD au Labour. La 3^e partie décrit, après le traité de Maastricht, la constitution d'une tendance eurosceptique, la résistance à l'intégration européenne, la croissance (FN, aujourd'hui RN) ou la naissance de partis nationalistes (UKIP, AFD). Les nuances du « social-populisme » et du « national-populisme » en France sont examinées de même que le populisme nord-européen (qui craint la perte de la prospérité locale) et « le retour du refoulé ethno-nationaliste » en Europe centrale et orientale. Les arguments politiques de ces mouvements sont analysés, le procès fait au « post-national », à la « post-démocratie », au « libéralisme ». En conclusion, l'auteur montre que l'anti-européanisme ne représente pas une solution, mais provient de « trois dynamiques peu propices à une synthèse », un « front commun des oppositions à l'UE est impossible ».

Comment ne pas approuver ce constat ? Certaine réunion à Milan le 18 mai 2019 (l'Italie est un peu absente de l'ouvrage, Salvini n'y est pas cité !) pourrait démentir cette conclusion, mais quelle perspective une alliance AFD-Lega Nord-RN offre-t-elle ? Hitler a fini par annexer le Tyrol du Sud et jamais l'Italie n'a été autant humiliée que par son allié nazi... L'AFD, elle l'a annoncé, ne fera aucune concession économique à l'imprudente, dépensière et peu sérieuse économie méridionale de l'Italie – nous explicitons les sous-entendus de la citation qui vient. L'expert économique de l'AFD au parlement allemand, Prof. Dr. Jörg Meuthen, présent à Milan le 18 mai 2019, a déclaré le 24 octobre 2018 que l'Italie est un État souverain et qu'« en tant que tel il est responsable de sa politique budgétaire. Bien entendu c'est à l'Italie de subir les conséquences qui en découleront. » À Milan, quelques mois plus tard, le discours de Meuthen est bien plus vague – mais révélateur par ce qu'il tait, à savoir les vrais problèmes (migration, économie, etc.): représenter les peuples, déboulonner les élites décadentes et technocratiques (Macron, Juncker, Merkel...), commencer une nouvelle ère

politique, fonder un nouveau groupe au parlement, rendre les compétences aux États membres. Quant à la Lega Nord, elle accuse les Allemands de tous les malheurs de l'Italie – et n'a rien à espérer d'une Allemagne dirigée par l'AFD... L'internationalisme des nationalismes est une absurdité. Un livre qui s'appuie sur une importante bibliographie et agrémenté, ce qui est utile, d'un index des noms cités, et au total une excellente lecture, suggestive, appelant parfois à la discussion, ce qui n'est pas un mince mérite. François Genton.